

# CGSP Flash

*Admi / ALR / LRB*  
**POLICE**

## **PREAVIS DE GREVE** **NON A LA PRIVATISATION ET A** **L'OUTSOURCING**

La CGSP a décidé de déposer un nouveau préavis de grève à durée illimitée à l'encontre de la politique menée par le gouvernement de Charles Michel envers les Services Publics et plus particulièrement les services de police.

Celles-ci nous amènent à déposer un préavis de grève pour l'ensemble du personnel de la police intégrée (police locale - police fédérale - AIG ) qui prend cours le **21 mars 2016**.

La police est loin d'être épargnée par les politiques d'austérité. En effet, nous sommes directement visés par le **saut d'index**, les économies sur les **soins de santé**, la diminution drastique des **budgets**, le **départ retardé à la pension**, la révision des **allocations et indemnités**, la révision du **statut disciplinaire** ou encore la révision de la **formation certifiée CAlog**, etc...

Mais ce n'est pas tout ! Le gouvernement a décidé de poursuivre ses économies à l'égard des services de police en utilisant l'argumentation des « soi-disant missions clés ».

La présentation de ces « soi-disant missions clés » s'avère être, en réalité, exclusivement un **PLAN D'ECONOMIE**. En effet, le Ministre de l'Intérieur annonce purement et simplement la **disparition du service médical**, la **réduction d'au moins 50% de la cavalerie ET, BIEN PLUS GRAVE ENCORE**, la **PRIVATISATION** de certaines missions comme la gestion d'évènements sur l'espace public qui seront confiées à des sociétés privées ainsi que l'**OUTSOURCING** des **ressources humaines ( RH )** ou la **logistique**, ce qui pourrait signifier, à terme, la **perte conséquente d'emplois** au sein de la police.

Ces annonces médiatiques de **privatisation est contraire aux valeurs défendues par la CGSP**, à savoir le renforcement des services publics et plus particulièrement en ce qui nous concerne les services de police

Dès lors la CGSP a décidé de déposer un préavis de grève dictée par la volonté du gouvernement fédéral d'apporter des modifications de législation sur les matières suivantes :

- l'allongement des carrières et la révision des systèmes des pensions;
- outsourcing et la privatisation des services publics, dont, entre autre, les missions de police
- attaque des statuts de la fonction publique;
- attaque sur les libertés syndicales.

D'ores et déjà, nous vous invitons à participer à toutes les actions que seront organisées dans les semaines à venir au départ de vos régionales respectives.

**Ensemble, on est plus forts !**

Eddy **QUAINO**    Betty **MASURE**    Eric **PICQUEUR**

Vos Permanents Police

Olivier **NYSSSEN**,  
Secrétaire fédéral